

SENATO DELLA REPUBBLICA

VI LEGISLATURA

(N. 1357)

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli Affari Esteri

(MORO)

di concerto col Ministro della Marina Mercantile

(PIERACCINI)

COMUNICATO ALLA PRESIDENZA L'8 NOVEMBRE 1973

Accettazione ed esecuzione degli emendamenti alla Convenzione internazionale per la prevenzione dall'inquinamento delle acque marine da idrocarburi del 12 maggio 1954, adottati a Londra il 21 ottobre 1969

ONOREVOLI SENATORI. — Gli emendamenti del 1969 alla Convenzione internazionale per la prevenzione dall'inquinamento delle acque marine da idrocarburi del 12 maggio 1954, già modificata con gli emendamenti adottati l'11 aprile 1962, introducono nella Convenzione medesima i seguenti tre fondamentali principi:

1) è interdetto in tutti i mari del mondo lo scarico indiscriminato di idrocarburi;

2) solo a nave in moto e in rotta verso il porto di destinazione potrà essere consentito di scaricare in mare un massimo di 60 litri istantanei per miglio. « Istantaneo » sta per 60 litri distribuiti uniformemente sull'in-

tero miglio percorso. Indipendentemente dalla durata del viaggio non potrà essere scaricato in mare un quantitativo di idrocarburi superiore a 1/15.000 della portata effettiva della nave;

3) una fascia di 50 miglia dalla costa è considerata zona interdetta a qualsiasi scarico.

Gli emendamenti in questione comportano un radicale miglioramento rispetto alla situazione attuale — quella esistente sulla base della Convenzione del 1954 modificata nel 1962 — in quanto consentono la normalizzazione e quindi la generalizzazione dell'impiego del noto sistema *load on top*.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

È noto in che cosa consiste tale sistema: nel lasciare decantare le acque di zavorra oleose prima nelle cisterne stesse e successivamente in una speciale cisterna denominata *slop tank*, dove vengono raccolti i residui oleosi separati, mentre l'acqua viene scaricata con un contenuto di olio notevolmente ridotto. Nello *slop tank* viene caricato altro greggio nel successivo viaggio di trasporto e quindi in pratica si ottiene un certo recupero.

Utilizzando tale sistema viene effettivamente ridotto in modo notevole il quantitativo di idrocarburi scaricato in mare.

La principale modifica, quindi, che gli emendamenti del 1969 apportano alla esistente Convenzione riguarda il criterio della misura della quantità di idrocarburi che è consentito ad una nave versare in mare.

Si passa infatti da un criterio che si può definire in un certo senso qualitativo (miscela oleose con più o meno di 100 ppm = particelle per milione di idrocarburi senza limite di quantità) ad un criterio strettamente quantitativo (60 litri/miglio di idrocarburi con un massimo per viaggio di 1/15.000 della capacità di carico della nave) che presenta indubbi vantaggi ai fini del controllo dell'effettiva entità dei versamenti di idrocarburi delle navi in mare.

Le altre statuizioni (versamenti, permessi solo per navi in moto, ecc.) rendono ancora più severa la nuova regolamentazione ed indilazionabile l'attuazione dei provvedimenti che i Governi aderenti alla Convenzione di Londra sono impegnati a prendere per la realizzazione di installazioni portuali idonee alla ricezione di residui oleosi.

DISEGNO DI LEGGE**Art. 1.**

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad accettare gli emendamenti alla Convenzione internazionale per la prevenzione dall'inquinamento delle acque marine da idrocarburi del 12 maggio 1954, adottati a Londra il 21 ottobre 1969.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data agli emendamenti indicati nell'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità all'articolo XVI della Convenzione menzionata nell'articolo 1.

ALLEGATO

ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE
CONSULTIVE DE LA NAVIGATION MARITIME

AMENDEMENTS A LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1954
POUR LA PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX DE LA
MER PAR LES HYDROCARBURES

RESOLUTION A. 175 (VI)

adoptée le 21 octobre 1969

L'Assemblée,

Rappelant sa résolution A. 142 (V) du 26 octobre 1967 dans laquelle elle approuvait le programme de travail de l'Organisation, notamment quant à la nécessité qu'il pourrait y avoir d'amender la Convention internationale de 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures conformément aux conclusions de la troisième session extraordinaire du Conseil,

Rappelant en outre sa résolution A. 151 (ES. IV) relative aux propositions d'amendements à l'article X, sa résolution A. 153 (ES. IV) relative aux propositions d'amendements des articles IX et X et sa résolution A. 155 (ES. IV) relative à la présentation des propositions d'amendements à l'article III en temps utile pour que l'Assemblée en soit saisie à sa prochaine session ordinaire,

Considerant l'article 16 i) de la Convention portant création de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, qui a trait aux fonctions de l'Assemblée,

Notant que l'article XVI de la Convention internationale de 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures prévoit une procédure d'amendement impliquant une participation de l'Organisation,

Ayant examiné des projets d'amendements à la Convention internationale de 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures et à ses Annexes, visant à prévenir et à réprimer la pollution délibérée des eaux de la mer par les hydrocarbures, qui ont fait l'objet d'une recommandation du Comité de la sécurité maritime à sa dix-neuvième session en conformité de l'article XVI de ladite Convention,

Rappelant la résolution 1 de la Conférence internationale de 1962 sur la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, où il est demandé aux navires d'éviter dans toute la mesure possible de rejeter des hydrocarbures persistants à la mer, et considérant que les amendements à la Convention recommandés par le Comité de la sécurité maritime permettront de réaliser des progrès importants vers l'objectif final qui est d'éviter entièrement les rejets,

Adopte les amendements suivants aux articles et aux Annexes à la Convention dont le texte est joint à la présente résolution:

- a) le remplacement du paragraphe 1) de l'article I par un nouveau paragraphe;
- b) le remplacement de l'article III par un nouvel article;

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- c) la suppression de l'alinéa c) de l'article IV;
- d) le remplacement de l'article V par un nouvel article;
- e) le remplacement de l'article VII par un nouvel article;
- f) le remplacement des paragraphes 1) et 2) de l'article IX par de nouveaux paragraphes;
- g) le remplacement du paragraphe 2) de l'article X par un nouveau paragraphe;
- h) la suppression de l'annexe A;
- i) le remplacement de l'annexe B par une nouvelle annexe,

Prie le Secrétaire général de l'Organisation de communiquer des copies certifiées conformes de la présente résolution et des textes qui l'accompagnent à tous les Gouvernements parties à la Convention internationale de 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, pour examen et acceptation, conformément à l'article XVI, paragraphe 2), alinéa a), de la Convention et d'en faire tenir des exemplaires à tous les Membres de l'Organisation,

Invite tous les Gouvernements intéressés à accepter les amendements à la date la plus rapprochée possible.

AMENDEMENTS A LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1954
POUR LA PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX DE LA
MER PAR LES HYDROCARBURES ET A SES ANNEXES

Article I

Le paragraphe 1) actuel est remplacé par le texte suivant:

1) Aux fins de la présente Convention, les expressions suivantes, sous réserve de tout autre sens commandé par le contexte, ont les significations ci-après:

« Le bureau » est pris au sens qui lui est attribué par l'article XXI.

Il faut entendre par:

« rejet »: lorsqu'il s'agit d'hydrocarbures ou d'un mélange d'hydrocarbures, tout déversement ou fuite, quelle qu'en soit la cause;

« huile diesel lourde »: l'huile diesel dont la distillation à une température n'excédant pas 340°C, lorsque soumise à l'épreuve de la méthode standard A.S.T.M., D. 86/59, réduit le volume de 50 pour cent au plus;

« taux instantané de rejet des hydrocarbures »: le taux de rejet des hydrocarbures en litres par heure à tout instant divisé par la vitesse du navire en noeuds au même instant;

« mille »: le mille marin de 1.852 mètres, soit 6.080 pieds;

« terres les plus proches »: « de la ligne de base depuis laquelle est établie la zone des eaux territoriales du pays considéré, conformément à la Convention de Genève de 1958 sur les eaux territoriales et la zone contigue »;

« hydrocarbure »: le pétrole brut, le fuel-oil, l'huile diesel lourde et l'huile de graissage; en anglais, l'adjectif « oily » sera interprété en conséquence;

« mélange d'hydrocarbures »: tout mélange contenant des hydrocarbures;

« Organisation »: l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime;

« navires »: tous bâtiments de mer, quels qu'ils soient, y compris les engins flottants effectuant une navigation maritime soit par leurs propres moyens, soit à la remorque d'une autre navire; et « navires-citernes »: tous navires dans lesquels la plus grande partie de l'espace réservé à la cargaison est construite ou adaptée en vue du transport de liquides en vrac, et qui au moment considéré ne transportent pas d'autre cargaison que les hydrocarbures dans cette partie de l'espace réservé à la cargaison.

Article III

Le texte actuel de l'article III est remplacé par le libellé suivant:

Sous réserve des dispositions des articles IV et V ci-après:

a) il est interdit à tout navire auquel la présente Convention s'applique et autre qu'un navire-citerne de rejeter des hydrocarbures ou mélanges d'hydrocarbures, sauf s'il est satisfait à toutes les conditions suivantes:

i) le navire fait route;

ii) la vitesse de rejet des hydrocarbures ne dépasse à aucun moment 60 litres par mille;

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

iii) la teneur des rejets en hydrocarbures est inférieure à 100 parties pour 1.000.000 de parties du mélange;

iv) le rejet s'effectue le plus loin possible des terres;

b) il est interdit à tout navire-citerne auquel la présente Convention s'applique de rejeter des hydrocarbures ou mélanges d'hydrocarbures sauf s'il est satisfait à toutes les conditions suivantes:

i) le navire-citerne fait route;

ii) la vitesse de rejet des hydrocarbures ne dépasse à aucun moment 60 litres par mille;

iii) la quantité totale d'hydrocarbures rejetée au cours d'un voyage sur lest ne dépasse par 1/15.000 de la capacité totale des espaces à cargaison;

iv) le navire-citerne se trouve à plus de 50 milles des terres les plus proches;

c) les dispositions du paragraphe b) du présent article ne s'appliquent pas:

i) au rejet du lest d'une citerne à cargaison qui a été nettoyée depuis le transport de sa dernière cargaison, de manière que les effluents qui en sortent, s'ils sont rejetés par un navire-citerne stationnaire dans des eaux calmes et par temps clair, ne laissent aucune trace apparente d'hydrocarbures à la surface de ces eaux;

ii) au rejet d'hydrocarbures ou de mélanges d'hydrocarbures provenant des bouchains des espaces affectés aux machines, qui est régi par les dispositions de l'alinéa a) du présent article.

Article IV

Le paragraphe c) est supprimé.

Article V

Le texte actuel de l'article V est remplacé par le libellé suivant:

L'article III ne s'applique pas aux rejets des mélanges d'hydrocarbures provenant des fonds de cale d'un navire pendant la période d'un an suivant la date à laquelle la Convention entre en vigueur pour le territoire considéré, conformément à l'article II, paragraphe 1) ci-dessus.

Article VII

Le texte actuel de l'article VII est remplacé par le libellé suivant:

1) A l'expiration d'un délai d'un an après la date d'entrée en vigueur de la Convention pour le territoire dont relève le navire, conformément à l'article II, paragraphe 1) ci-dessus, tout navire auquel la Convention s'applique doit être muni de dispositifs permettant d'éviter, autant qu'il est raisonnable et possible de le faire, que les fuites d'hydrocarbures ne parviennent dans les fonds de cale, à moins que des moyens efficaces ne soient prévus pour éviter que les hydrocarbures de ces fonds de cale ne soient déchargés à la mer en infraction à la Convention.

2) Le transport de l'eau de lest dans les soutes à combustible doit être, si possible, évité.

Article IX

Le texte actuel des paragraphes 1) et 2) est remplacé par les libellés suivants:

1) En ce qui concerne les navires auxquels la Convention s'applique, il sera tenu pour tous les navires-citernes ainsi que pour tous autres navires utilisant des hydrocarbures comme combustible,

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

dans la forme définie à l'Annexe à la présente Convention, un registre des hydrocarbures qui pourra ou non être intégré dans le livre de bord réglementaire.

2) Les mentions devront être portées sur le registre des hydrocarbures, pour chacune des citernes du navire, chaque fois qu'il sera procédé à l'une quelconque des opérations suivantes à bord du navire:

a) *Navires-citernes*

- i) chargement d'une cargaison d'hydrocarbures;
- ii) transfert d'une cargaison d'hydrocarbures;
- iii) déchargement d'une cargaison d'hydrocarbures;
- iv) lestage des citernes de cargaison;
- v) nettoyage des citernes de cargaison;
- vi) rejet des eaux de lest polluées;
- vii) rejet des eaux des citernes de décantation;
- viii) élimination des résidus d'hydrocarbures;
- ix) rejet des eaux des cales machines (y compris les salles des pompes), contenant des hydrocarbures, qui se sont accumulées au port, et les rejets de routine à la mer des eaux contenant des hydrocarbures, provenant des cales, sauf s'il en est fait mention au journal de bord approprié;

b) *Autres navires*

- i) ballastage ou nettoyage des citernes à combustible;
- ii) rejet des eaux de lest polluées ou des eaux de nettoyage des citernes mentionnées sous i) dans le présent alinéa;
- iii) élimination des résidus d'hydrocarbures;
- iv) rejet des eaux des cales machines, contenant des hydrocarbures, qui se sont accumulées au port, et les rejets de routine à la mer des eaux contenant des hydrocarbures, provenant des cales, sauf s'il en est fait mention au journal de bord approprié.

En cas de rejet ou de fuite d'hydrocarbures ou de mélanges d'hydrocarbures aux termes de l'article IV, les circonstances et les motifs du rejet ou de la fuite seront consignés dans le registre des hydrocarbures.

Article X

Le paragraphe 2) actuel est remplacé par le libellé suivant:

2) Dès réception de l'exposé des faits, le second gouvernement examinera l'affaire et pourra demander au premier de lui fournir sur la contravention alléguée des éléments de fait plus complets ou plus valables. Si le gouvernement du territoire dont relève le navire estime que la preuve est suffisante pour permettre, conformément à sa législation, des poursuites du chef de la contravention alléguée contre l'armateur ou le capitaine du navire, il fera engager celles-ci aussitôt que possible. Ce gouvernement informera dans les meilleurs délais le gouvernement du fonctionnaire qui a constaté la contravention, ainsi que l'Organisation, de la suite donnée au rapport communiqué.

ANNEXE A

L'Annexe A est supprimée.

ANNEXE B

L'annexe B est supprimée et remplacée par le libellé suivant:

ANNEXE

MODELE DE REGISTRE DES HYDROCARBURES

I — NAVIRES-CITERNES

Nom du navire

Capacité totale de chargement du navire en mètres cubes

a) *Chargement de la cargaison d'hydrocarbures*

1. Date et lieu du chargement			
2. Nature des hydrocarbures embarqués			
3. Identification de la (des) citerne(s) remplie(s)			

b) *Transfert de la cargaison d'hydrocarbures au cours du voyage*

4. Date du transfert			
5. Identification de la (des) citerne(s)	i	de	
	ii	à	
6. A-t-on vidé la (les) citerne(s) mentionnée(s) à 5 i)?			

c) *Déchargement de la cargaison d'hydrocarbures*

7. Date et lieu du déchargement			
8. Identification de la (des) citerne(s)			
9. A-t-on vidé la (les) citerne(s)?			

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

d) *Lestage des citernes de cargaison*

10. Identification de la (des) citerne(s) lestée(s)			
11. Date et position du navire au moment du lestage			

e) *Nettoyage des citernes de cargaison*

12. Identification de la (des) citerne(s) nettoyée(s)			
13. Date et durée du nettoyage			
14. Méthodes de nettoyage (a)			

f) *Rejet des eaux de ballast polluées*

15. Identification de la (des) citerne(s)			
16. Date et position du navire au début de l'opération de rejet à la mer			
17. Date et position du navire à la fin de l'opération de rejet à la mer			
18. Vitesse(s) du navire pendant le rejet			
19. Quantité rejetée à la mer			
20. Quantité d'eau polluée transférée dans la citerne de décantation (identification de la (les) citerne(s) de décantation)			
21. Date et port du déchargement dans des installations à terre (le cas échéant)			

(a) Préciser s'il s'agit de nettoyage au jet, de nettoyage mécanique ou de nettoyage chimique. En cas de nettoyage chimique, indiquer le produit chimique utilisé et la quantité.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

g) *Rejet de l'eau de la citerne de décantation*

22. Identification de la (des) citerne(s) de décantation	
23. Durée de la décantation depuis le dernier déversage de résidus, ou	
24. Durée de la décantation depuis la dernière vidange	
25. Date, heure et position du navire au début de l'opération de vidange	
26. Evaluation par sondage du volume total du mélange au début de la vidange	
27. Evaluation par sondage du niveau de la surface de contact au début de la vidange	
28. Volume vidangé et vitesse de rejet	
29. Quantité vidangée et vitesse de rejet	
30. Date, heure et position du navire à la fin de l'opération de vidange	
31. Vitesse(s) du navire pendant l'opération	
32. Evaluation par sondage de la surface de contact à la fin de l'opération	

h) *Elimination des résidus*

33. Identification de la (des) citerne(s)	
34. Quantité retirée de chaque citerne	
35. Mode d'élimination: a) Installations portuaires b) Mélange avec la cargaison c) Transfert dans une autre (d'autres) citerne(s) (identification de la (des) citerne(s)) d) Autres méthodes	
36. Date et port de déchargement des résidus	

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

i) *Vidange des eaux des cales machines (y compris les salles des pompes), contenant des hydrocarbures, qui se sont accumulés au port (b)*

37. Port			
38. Durée du séjour			
39. Quantité déchargée			
40. Date et lieu du déchargement			
41. Mode de déchargement (indiquer si un séparateur a été utilisé)			

j) *Rejets accidentels ou exceptionnels d'hydrocarbures*

42. Date et heure			
43. Lieu ou position du navire au moment de l'événement			
44. Quantité approximative et type d'hydrocarbures			
45. Circonstances du rejet ou de la fuite et observations générales			

..... Signature de l'officier (ou des officiers) responsable(s)

..... Signature du capitaine

(b) Il n'est pas nécessaire d'inscrire dans le registre des hydrocarbures les rejets de routine à la mer des eaux, contenant des hydrocarbures, provenant des cales machines et des salles des pompes. Si on ne les y inscrit pas, il faut les inscrire dans le livre de bord, en précisant si le rejet s'est effectué par l'intermédiaire d'un séparateur ou non. Lorsque la pompe démarre automatiquement et refoule en permanence à travers un séparateur, il suffit d'inscrire tous les jours « Rejet automatique des eaux de cale à travers un séparateur ».

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

II — NAVIRES AUTRES QUE LES NAVIRES-CITERNES

Nom du navire

a) *Lestage ou nettoyage des citernes à combustible*

1. Identification de la (des) citerne(s) lestée(s)			
2. Indiquer si les citernes ont été nettoyées depuis la dernière fois qu'elles ont contenu des hydrocarbures. Dans la négative, indiquer la nature des hydrocarbures précédemment transportés			
3. Date et emplacement du navire au début du nettoyage			
4. Date et emplacement du navire au début du lestage			

b) *Rejet des eaux de lest ou de nettoyage des citernes mentionnées à l'alinéa a)*

5. Identification de la (des) citerne(s)			
6. Date et position du navire au début du rejet			
7. Date et position du navire à la fin du rejet			
8. Vitesse(s) du navire pendant le rejet			
9. Méthode de rejet (préciser si un séparateur a été utilisé)			
10. Quantité rejetée			

c) *Rejet des résidus*

11. Quantité des résidus conservés à bord			
12. Mode d'élimination des résidus: a) Installations portuaires b) Mélange avec le combustible suivant c) Transfert dans une autre (d'autres) citerne(s) (identification de la (des) citerne(s))			
13. Date et port d'élimination des résidus			

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

d) *Rejet des eaux des cales machines contenant des hydrocarbures qui se sont accumulés au port (c)*

14. Port			
15. Durée du séjour			
16. Quantité rejetée			
17. Date et lieu du rejet			
18. Mode de rejet (indiquer si un séparateur a été utilisé)			

e) *Rejets accidentels ou exceptionnels d'hydrocarbures*

19. Date et heure			
20. Lieu ou position du navire			
21. Quantité approximative et type d'hydrocarbure			
22. Circonstances du rejet ou de la fuite et observations générales			

..... Signature de l'officier (ou des officiers) responsable(s)

..... Signature du capitaine

(c) Il n'est pas nécessaire d'inscrire dans le registre des hydrocarbures les rejets de routine à la mer des eaux, contenant des hydrocarbures, provenant des cales machines. Si on ne les y inscrit pas, il faut les inscrire dans le livre de bord, en précisant si le rejet s'est effectué par l'intermédiaire d'un séparateur ou non. Lorsque la pompe démarre automatiquement et refoule en permanence à travers un séparateur, il suffit d'inscrire tous les jours « Rejet automatique des eaux de cale à travers un séparateur ».

Traduzione non ufficiale

Nota bene: *I testi facenti fede sono unicamente quelli nelle lingue indicate nella Convenzione del 12 maggio 1954, tra cui quello in lingua francese qui sopra riportato.*

**ORGANIZZAZIONE INTERGOVERNATIVA
CONSULTIVA PER LA NAVIGAZIONE MARITTIMA****EMENDAMENTI ALLA CONVENZIONE INTERNAZIONALE DEL 1954
PER LA PREVENZIONE DALL'INQUINAMENTO DA IDROCARBURI
DELLE ACQUE MARINE**

RISOLUZIONE A. 175 (VI)
adottata il 21 ottobre 1969

L'Assemblea,

Richiamandosi alla risoluzione A. 142 (V) del 26 ottobre 1967 con la quale approvava il programma di lavoro dell'Organizzazione, soprattutto per quanto concerne l'eventuale necessità di emendare la Convenzione internazionale del 1954 per la prevenzione dall'inquinamento da idrocarburi delle acque marine in conformità alle conclusioni della terza sessione straordinaria del Consiglio,

Richiamandosi inoltre alla risoluzione A. 151 (ES. IV) relativa alle proposte di emendamenti all'articolo X, alla risoluzione A. 153 (ES. IV) relativa alle proposte di emendamenti agli articoli IX e X e alla risoluzione A. 155 (ES. IV) relativa alla presentazione delle proposte di emendamenti allo articolo III in tempo utile per investirne l'Assemblea alla sua prossima sessione ordinaria,

Tenendo presente l'articolo 16 i) della Convenzione che ha istituito l'Organizzazione Intergovernativa Consultiva per la Navigazione Marittima, concernente le funzioni dell'Assemblea,

Considerato che l'Articolo XVI della Convenzione internazionale del 1954 per la prevenzione dall'inquinamento da idrocarburi delle acque marine prevede una procedura per gli emendamenti comportante la partecipazione dell'Organizzazione,

Avendo esaminato i progetti di emendamenti alla Convenzione internazionale del 1954 per la prevenzione dall'inquinamento da idrocarburi delle acque marine ed ai suoi Allegati, tendenti a prevenire ed a reprimere l'inquinamento deliberato delle acque marine, progetti di emendamenti che sono stati oggetto di una raccomandazione del Comitato per la sicurezza marittima nel corso della 19^a sessione conformemente all'articolo XVI della citata Convenzione,

Richiamandosi alla risoluzione 1 della Conferenza internazionale del 1962 sulla prevenzione dall'inquinamento da idrocarburi delle acque marine, con la quale è raccomandato alle navi di evitare per quanto possibile di gettare nel mare idrocarburi persistenti, e tenuto conto del fatto che gli emendamenti alla Convenzione, raccomandati dal Comitato per la sicurezza marittima, permetteranno di realizzare dei progressi importanti in vista dell'obiettivo finale che è quello di evitare completamente gli scarichi,

Adotta i seguenti emendamenti agli articoli e agli allegati della Convenzione, il cui testo è allegato alla presente risoluzione:

- a) la sostituzione del paragrafo 1) dell'articolo I con un nuovo paragrafo;
- b) la sostituzione dell'articolo III con un nuovo articolo;
- c) la soppressione della lettera c) dell'articolo IV;

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- d) la sostituzione dell'articolo V con un nuovo articolo;
- e) la sostituzione dell'articolo VII con un nuovo articolo;
- f) la sostituzione dei paragrafi 1) e 2) dell'articolo IX con dei nuovi paragrafi;
- g) la sostituzione del paragrafo 2) dell'articolo X con un nuovo paragrafo;
- h) la soppressione dell'Allegato A;
- i) la sostituzione dell'Allegato B con un nuovo Allegato,

Prega il Segretario Generale dell'Organizzazione di trasmettere delle copie certificate conformi della presente risoluzione e dei testi ad essa allegati a tutti i Governi parti alla Convenzione internazionale del 1954 per la prevenzione dall'inquinamento da idrocarburi delle acque marine, per esame e accettazione, conformemente all'articolo XVI, paragrafo 2), lettera a), della Convenzione, e di farne tenere degli esemplari a tutti i membri dell'Organizzazione,

Invita tutti i Governi interessati ad accettare gli emendamenti entro il più breve tempo possibile.

EMENDAMENTI ALLA CONVENZIONE INTERNAZIONALE DEL 1954
PER LA PREVENZIONE DALL'INQUINAMENTO DELLE ACQUE MARINE
DA IDROCARBURI E AI SUOI ALLEGATI

Articolo I

L'attuale testo del paragrafo 1) viene sostituito dal seguente:

1) Ai fini della presente Convenzione, le seguenti espressioni (a meno che il contesto non richieda altrimenti) hanno i significati che vengono qui loro rispettivamente attribuiti e cioè:

« L'ufficio » ha il significato che gli è stato attribuito dall'articolo XXI;

« Scarico », riferito ad idrocarburi o a miscela di idrocarburi, significa ogni scarico o fuga, qualunque ne sia la causa;

« Olio Diesel pesante » significa l'olio Diesel, la cui distillazione ad una temperatura inferiore ai 340°C, se sottoposta alla prova del metodo standard A.S.T.M., D. 86/59, riduce il volume al massimo del 50 per cento;

« Flusso istantaneo di scarico di idrocarburi » significa il flusso di scarico di idrocarburi in litri all'ora in ogni istante diviso per la velocità della nave in nodi nello stesso istante;

« Miglio » significa il miglio marino di 6.080 piedi o 1.852 metri;

« Terre più vicine ». L'espressione « dalle terre più vicine » significa dalla linea di base dalla quale è stata fissata la zona delle acque territoriali del territorio in questione in base alla Convenzione di Ginevra del 1958 sulle acque territoriali e zona contigua;

« Idrocarburo » significa il petrolio greggio, la nafta, l'olio Diesel pesante e l'olio lubrificante; il termine (inglese) « oily » sarà interpretato in conseguenza;

« Miscela di idrocarburi » significa una miscela contenente idrocarburi;

« Organizzazione » significa l'Organizzazione intergovernativa consultiva per la navigazione marittima;

« Nave » significa ogni imbarcazione che navighi sul mare, di qualsiasi tipo ivi compresi i galleggianti che effettuino la navigazione marittima sia con propri mezzi che a rimorchio di un'altra imbarcazione; e « nave cisterna » significa ogni nave nella quale la maggior parte dello spazio riservato al carico sia costruito o adottato al trasporto di liquidi sciolti (alla rinfusa) e che nel momento considerato non trasporti un carico diverso dagli idrocarburi in detta parte riservata al carico.

Articolo III

L'attuale testo dell'articolo III viene sostituito dal seguente:

Subordinatamente alle disposizioni degli articoli IV e V:

a) ad ogni nave cui si applichi la presente Convenzione e che non sia una nave-cisterna di idrocarburi viene proibito lo scarico di miscele di idrocarburi, a meno che non siano soddisfatte tutte le condizioni seguenti:

i) che la nave stia seguendo la rotta;

ii) che il flusso istantaneo di scarico degli idrocarburi non sia superiore a 60 litri per miglio;

iii) che il contenuto di idrocarburi dello scarico sia inferiore a 100 parti per 1.000.000 di parti di miscela;

iv) che lo scarico venga effettuato il più lontano possibile dalle terre;

b) ad ogni nave-cisterna cui si applichi la presente Convenzione viene vietato lo scarico di idrocarburi o di miscele di idrocarburi, a meno che non siano soddisfatte tutte le condizioni seguenti:

i) che la nave cisterna stia seguendo la sua rotta;

ii) che il flusso istantaneo di scarico degli idrocarburi non superi i 60 litri per miglio;

iii) che la quantità totale di idrocarburi scaricati nel corso di un viaggio in zavorra non superi 1/15.000 della totale capacità dello spazio riservato al carico;

iv) che la nave-cisterna sia a più di 50 miglia dalla terra più vicina;

c) le disposizioni del sottoparagrafo b) di questo articolo non si applicano:

i) allo scarico di zavorra da una nave-cisterna da carico che sia stata pulita dopo il trasporto del suo ultimo carico, in modo che le scorie che ne escano, se scaricate da una nave-cisterna ferma in acque calme in un giorno sereno, non lascino alcuna traccia apparente di idrocarburi sulla superficie dell'acqua;

ii) ovvero allo scarico di idrocarburi o di miscele di idrocarburi provenienti dalle sentine delle macchine, che viene regolato dalle disposizioni del sottoparagrafo a) del presente articolo.

Articolo IV

Il paragrafo c) viene soppresso.

Articolo V

Il testo dell'articolo V è sostituito dal seguente:

L'articolo III non si applica allo scarico di miscele di idrocarburi dalle sentine di una nave per un periodo di dodici mesi dopo la data in cui la presente Convenzione entra in vigore per il territorio considerato in conformità del paragrafo 1) dell'articolo II.

Articolo VII

Il testo dell'articolo VII è sostituito dal seguente:

1) Allo scadere di un anno dalla data di entrata in vigore della presente Convenzione per il territorio a cui la nave appartiene in base al paragrafo 1) dell'articolo II, ogni nave dovrà essere munita di dispositivi che permettano di evitare per quanto sia ragionevole e possibile la fuga di idrocarburi nelle sentine, a meno che non vengano forniti mezzi efficaci per evitare che gli idrocarburi vengano scaricati in contravvenzione a quanto stabilito dalla presente Convenzione.

2) Il trasporto di acqua di zavorra nei serbatoi di combustibile dovrà essere, se possibile, evitato.

Articolo IX

I testi dei paragrafi 1) e 2) sono sostituiti dai seguenti:

1) Con riferimento alle navi alle quali si applica la presente Convenzione, ogni nave che faccia uso di idrocarburi come combustibile, al pari di ogni nave cisterna, dovrà essere munita di un registro

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

degli idrocarburi, che potrà fare o meno parte del regolamentare giornale di bordo, nella forma specificata nell'Allegato della presente Convenzione.

2) Le annotazioni sul registro degli idrocarburi dovranno essere fatte in ogni occasione, per ciascuno dei serbatoi della nave, ogni volta che si procederà, a bordo della nave, ad una qualunque delle seguenti operazioni:

a) *per le navi-cisterne:*

- i) presa a bordo di un carico di idrocarburi;
- ii) trasferimento di un carico di idrocarburi durante il viaggio;
- iii) scarico di un carico di idrocarburi;
- iv) zavorra delle cisterne;
- v) pulitura delle cisterne;
- vi) scarico delle acque di zavorra sporche;
- vii) scarico delle acque delle vasche di decantazione;
- viii) eliminazione dei residui di idrocarburi;
- ix) scarico in mare delle acque di sentina contenenti idrocarburi che si sono accumulati sotto le macchine e nelle sale pompe nel corso della sosta in porto, e gli scarichi normali in mare dell'acqua di sentina contenente idrocarburi a meno che di quest'ultima non sia stata fatta menzione nell'apposito giornale di bordo;

b) *per le altre navi:*

- i) zavorraggio o pulitura delle cisterne contenenti il combustibile;
- ii) scarico delle acque di zavorra sporche o dell'acqua di pulitura dalle cisterne di cui al punto i) del presente sottoparagrafo;
- iii) eliminazione dei residui di idrocarburi;
- iv) scarico in mare dell'acqua di sentina contenente idrocarburi che si sono accumulati sotto le macchine e nei locali delle pompe durante la sosta in porto, e gli scarichi normali in mare dell'acqua di sentina contenente idrocarburi a meno che di quest'ultima non sia stata fatta menzione nell'apposito giornale di bordo.

In caso di scarico o di fuga di idrocarburi o di miscele di idrocarburi ai sensi dell'articolo IV, nel registro degli idrocarburi dovranno essere annotate le circostanze ed i motivi di tali scarichi o fughe.

Articolo X

Il testo del paragrafo 2) è sostituito dal seguente:

2) Non appena avrà ricevuto le informazioni il Governo che è interessato studierà la questione e potrà richiedere all'altro Governo di fornire ulteriori e più precisi dettagli circa la violazione riferita. Se il Governo così informato riterrà di avere disponibili delle prove sufficienti, nella forma richiesta dalle proprie leggi, per permettere che sia iniziato un procedimento contro il proprietario o il capitano della nave relativamente alla violazione stessa, farà in modo che tale procedimento sia iniziato il più presto possibile. Tale Governo dovrà informare senza indugio il Governo il cui funzionario ha constatato la violazione, nonché l'Organizzazione, dell'azione intrapresa a seguito dell'informazione ricevuta.

Allegato A

L'Allegato A viene soppresso.

Allegato B

L'Allegato B viene soppresso e sostituito dal seguente:

ALLEGATO

MODELLO DI REGISTRO DI IDROCARBURI

I — NAVI-CISTERNA

Nome della nave

Capacità totale di carico della nave in metri cubi

a) Carico degli idrocarburi

1. Data e luogo del carico			
2. Tipo di idrocarburi caricati			
3. Identificazione della (delle) cisterna (e) riempita (e)			

b) Trasferimento del carico di idrocarburi nel corso del viaggio

4. Data del trasferimento			
5. Identificazione della (delle) cisterna (e)	i	da	
	ii	a	
6. È stata (sono state) vuotata (e) la (le) cisterna (e) di cui al punto 5 i)?			

c) Scarico degli idrocarburi

7. Data e luogo dello scarico			
8. Identificazione della (delle) cisterna (e)			
9. È stata (sono state) vuotata (e) la (le) cisterna (e)?			

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

d) *Zavorraggio delle cisterne*

10. Identificazione della (delle) cisterna (e) zavorrata (e)			
11. Data e posizione della nave all'inizio dello zavorramento			

e) *Pulitura delle cisterne*

12. Identificazione della (delle) cisterna (e) pulita (e)			
13. Data e durata della pulitura			
14. Metodi di pulitura (a)			

f) *Scarico delle acque di zavorra sporche*

15. Identificazione della (delle) cisterna (e)			
16. Data e posizione della nave all'inizio della operazione di scarico in mare			
17. Data e posizione della nave alla fine della operazione di scarico in mare			
18. Velocità della nave durante lo scarico			
19. Quantità scaricata in mare			
20. Quantità di acqua inquinata trasferita nella cisterna di decantazione (identificazione della (delle) cisterna (e) di decantazione)			
21. Data e porto di scarico nelle installazioni a terra (ove occorra)			

(a) Precisare se si tratta di lavaggio con getti d'acqua, di pulitura meccanica o chimica. Nel caso di pulitura chimica, indicare il prodotto chimico utilizzato e la quantità.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

g) Scarico dell'acqua dalle vasche di decantazione

22. Identificazione della (delle) vasca (he) di decantazione	
23. Durata della decantazione dall'ultimo ingrasso di residui, o	
24. Durata della decantazione dall'ultimo scarico	
25. Data, ora e posizione della nave all'inizio dell'operazione di scarico	
26. Valutazione mediante sondaggio del volume totale della miscela all'inizio dello scarico	
27. Valutazione mediante sondaggio del livello della superficie di contatto all'inizio dello scarico	
28. Volume scaricato e velocità del flusso	
29. Quantità scaricata e velocità del flusso	
30. Data, ora e posizione della nave alla fine dell'operazione di scarico	
31. Velocità della nave durante l'operazione	
32. Valutazione mediante sondaggio del livello della superficie di contatto alla fine dell'operazione	

h) Eliminazione dei residui

33. Identificazione della o delle vasche	
34. Quantità tratta da ogni vasca	
35. Modalità di eliminazione: a) Installazioni portuali b) Miscela con il carico c) Trasferimento in altra o in altre vasche. Identificazione della o delle vasche d) altro metodo	
36. Data e porto di scarico dei residui	

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

i) Scarico delle acque delle sentine sotto le macchine (comprese le sale pompe) contenenti idrocarburi e accumulate nel porto (b)

37. Porto			
38. Durata della sosta			
39. Quantità scaricata			
40. Data e luogo di scarico			
41. Modalità di scarico (indicare se si sono usati separatori)			

j) Scarichi casuali o eccezionali di idrocarburi

42. Data ed ora			
43. Luogo e posizione della nave al momento dell'incidente			
44. Quantità approssimativa e tipo di idrocarburo			
45. Particolari sui motivi dello scarico o della perdita e considerazioni generali			

..... firma dell'ufficiale (o degli ufficiali) responsabile (i)

..... firma del capitano

(b) Gli scarichi normali in mare di acque contenenti idrocarburi provenienti dalle sentine delle macchine e dalle sale pompe possono non essere annotati nei registri degli idrocarburi. Ma in tal caso devono essere annotati sul giornale di bordo, precisando se si è usato o meno un separatore. Quando la pompa, avviandosi automaticamente, scarica attraverso un separatore, basta annotare giornalmente « scarico automatico delle acque di sentina mediante separatore ».

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

II — PER LE ALTRE NAVI

Nome della nave

a) *Zavorraggio o pulizia delle cisterne dal combustibile*

1. Identificazione della (delle) cisterna (e) zavorrata (e)			
2. Se sono state pulite dopo aver contenuto idrocarburi, altrimenti, il tipo di idrocarburo che avevano contenuto			
3. Data e posizione della nave all'inizio della pulitura			
4. Data e posizione della nave all'inizio dello zavorraggio			

b) *Scarico di acqua di zavorra sporca o dell'acqua adoperata per la pulizia delle cisterne di cui al punto a)*

5. Identificazione della cisterna			
6. Data e posizione della nave all'inizio dello scarico			
7. Data e posizione della nave alla fine dello scarico			
8. Velocità della nave durante lo scarico			
9. Modo di scarico (indicare se si sono adoperati dei separatori)			
10. Quantità scaricata			

c) *Eliminazione dei residui*

11. Quantità di residui a bordo			
12. Modo di eliminazione dei residui a) Installazioni portuali b) Miscela con il prossimo rifornimento di combustibile c) Trasferimento in un'altra (e) cisterna (e) (identificazione della (delle) cisterna) (e)			
13. Data e porto di scarico dei residui			

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

d) Scarico delle acque dalle sentine sotto le macchine (sale pompe comprese) contenenti idrocarburi e accumulatesi in porto (c)

14. Porto			
15. Durata della sosta			
16. Quantità scaricata			
17. Data e luogo di scarico			
18. Modalità di scarico (indicare se si sono usati separatori)			

e) Scarichi casuali o eccezionali di idrocarburi

19. Data ed ora			
20. Luogo e posizione della nave			
21. Quantità approssimativa e tipo di idrocarburo			
22. Particolari sui motivi dello scarico o della fuga e considerazioni generali			

..... firma dell'ufficiale (o degli ufficiali) responsabile (i)

..... firma del capitano

(c) Gli scarichi normali in mare di acque contenenti idrocarburi provenienti dalle sentine delle macchine e delle sale pompe possono non essere annotati nel registro degli idrocarburi. Ma in tal caso devono essere annotati sul giornale di bordo, precisando se si è usato o meno un separatore. Quando la pompa, avviandosi automaticamente, scarica attraverso un separatorc, basta annotare giornalmente « scarico automatico delle acque di sentina mediante separatore ».